

# Que continue la Révolution contre la dictature et la corruption !

lundi 14 février 2011, par [PTPD](#) (Date de rédaction antérieure : 11 février 2011).

La Révolution du peuple et de la jeunesse de Tunisie a accompli de grandes réalisations, grâce aux sacrifices des Tunisiens dont un bon nombre sont morts ou ont été blessés à travers tout le pays.

Cette Révolution a eu comme résultat, dans sa première phase, la fuite de Ben Ali et de plusieurs « seigneurs de la guerre » de son entourage ; c'est cette mafia qui , en plus de la tyrannie et de l'oppression qu'elle a exercées sur les gens, a mis la main sur 30 à 40% de la richesse nationale et placé environ 40 milliards de dollars hors des frontières.

Alors que ceux-là ont pris la fuite, des centaines de leurs partisans sont encore là et forment le système de dictature et de corruption qui demeure enraciné dans les secteurs de la politique, de la police, de l'administration, de la justice, ainsi que des affaires économiques, sociales, culturelles et sportives ; ces personnes agissent librement et de façon impudente et organisent la contre-révolution en coordination avec les « seigneurs de la guerre » ; ils utilisent divers moyens et mobilisent les bandes et les milices pour créer des tensions et des conflits, propager des rumeurs et lancer des campagnes de presse afin de conserver leurs positions et leurs intérêts de classe, dans l'espoir de revenir en force ultérieurement.

Dans le contexte de ce combat entre la Révolution et la contre-révolution, le Parti du Travail Patriotique et Démocratique affirme :

1) son soutien aux luttes et aux revendications ouvrières, populaires et de la jeunesse pour écarter les responsables corrompus et répressifs et les poursuivre ; ainsi qu'aux revendications concernant l'emploi, la titularisation, l'augmentation des salaires, et les conditions de travail sur la base de la dignité ; ce sont des revendications légitimes et réalisables à condition de prendre des mesures urgentes pour récupérer les capitaux et les biens spoliés. Le Parti appuie le rôle joué par l'UGTT ( centrale syndicale) dans l'encadrement du combat syndical.

2) Son soutien aux comités populaires qui se sont constitués au cours du mouvement révolutionnaire dans de nombreuses localités ; et son appui pour que ces comités puissent agir au service des citoyens et de l'intérêt public, et prendre les initiatives pour protéger les biens publics et assurer la sécurité.

3) Son refus de « la conférence internationale sur la réforme politique et économique » annoncée par Mohamed Ghanouchi, à la suite d'un entretien téléphonique qu'il a eu avec la chancelière allemande Angela Merkel , connue pour sa grande allégeance à l'égard de l'entité sioniste et des nouveaux conservateurs dirigés par George Bush ; M. Ghannouchi doit comprendre tout d'abord que de larges secteurs de la population réclament son départ ; et que de toute façon, « le gouvernement provisoire » qu'il préside n'est pas habilité à prendre des décisions qui engagent l'avenir du pays à l'endroit de forces hégémoniques.

4) Son refus de tout accord avec l'Union Européenne qui viserait, comme le préconisait Ben Ali avant sa fuite, à la libéralisation des échanges agricoles et des services ; un tel accord causerait de graves préjudices à l'économie nationale et renforcerait sa dépendance.

5) Son soutien à toutes les initiatives sérieuses pour élire une assemblée constituante et constituer un gouvernement provisoire qui prenne en considération les revendications du peuple et de la jeunesse de Tunisie et leur aspiration à la dignité et à la souveraineté nationale.

Tunis , le 11 février 2011

**Parti du Travail Patriotique et Démocratique**

---